

Arabie Saoudite - Iran: qui est le plus dangereux ?

Martine Gozlan

La tension entre les deux puissances islamiques revient en force. Face à l'Iran, allié de Bachar al-Assad, l'Arabie saoudite arme les milices les plus extrémistes de l'opposition syrienne. Sur le dossier nucléaire, Téhéran négocie avec Barack Obama. Analyse croisée de ces deux régimes.

Entre les Iraniens, accusés par Israël de mitonner leur arsenal nucléaire pour l'été 2014, et les Saoudiens, qui arment toutes les milices jihadistes de la planète, quel est l'avenir que nous préparent les deux géants du monde islamique ? Vaut-il mieux se fier à la république des mollahs ou au royaume des Saoud ? Ces deux soleils noirs entretiennent au Moyen-Orient de dangereux satellites rivaux. Chez eux, ils violent les droits de l'homme, et surtout de la femme, au nom de la même charia. Qui, de Téhéran ou de Riyad, met la paix en danger ? Qui s'ouvrira le moins lentement à une aube de démocratie ? Marianne dresse le comparatif de leur capacité de nuisance.

Qui arme qui ?

Avant que ne se déclenche la tragédie syrienne, l'Iran armait le Hezbollah, le Parti de Dieu de Beyrouth, allié de Damas, depuis des dizaines d'années. L'Arabie saoudite, elle, entretenait les milices sunnites à Saïda, belle cité libanaise torturée face à la Méditerranée. Le pays du Cèdre a été ainsi transformé en terrain de jeux pour ces deux parrains vénéreux qui se disputent toujours son contrôle. En Syrie, dès le début des affrontements, le Hezbollah, mais aussi les gardiens de la révolution iraniens, se sont joints aux forces du régime de Bachar al-Assad. L'Arabie saoudite a fourni un arsenal considérable aux milices rebelles sans contrôler si les missiles et les pétrodollars arrivaient dans le camp des salafistes «modérés», ses chouchous (!) ou chez les partisans d'Al-Qaïda, en théorie ses ennemis. Riyad s'est en même temps mobilisé à fond sur le plan diplomatique pour plaider la cause d'une intervention occidentale contre Damas. Compte tenu de son arrogance de premier producteur mondial de pétrole, la stratégie saoudienne a failli faire basculer les Etats-Unis, la France de François Hollande s'étant maladroitement mise en première ligne, au nom de l'interventionnisme brouillon du bien qui tient lieu de politique étrangère à notre pays. L'Arabie saoudite a donc joué un jeu plus dangereux que Téhéran dans l'affaire syrienne.

Elle a échoué. Mais sa capacité de nuisance continue à déstabiliser la Libye des seigneurs de guerre jihadistes. En Egypte, Riyad a applaudi au renversement du président Mohamed Morsi : simplement en raison de sa rivalité avec le Qatar, mécène des Frères musulmans. A Bahrein, le royaume peut se féliciter de n'avoir été taclé par aucune instance internationale quand il a envoyé ses chars place de la Perle pour aider le sultan sunnite à réprimer l'insurrection de la majorité chiite le 14 mars 2011, avec l'opération «Bouclier de la péninsule». Nos démocrates occidentaux n'ont pas versé une larme pour les manifestants bahreïnais puisque l'allié saoudien était à la manœuvre.

Qui ouvre, qui ferme ?

Sur le plan de la représentation populaire, l'Arabie, c'est le néant, comme Marianne l'a rappelé dans un récent dossier (n° 845). Le pays fonctionne comme un royaume médiéval. A ce degré zéro de la démocratie s'oppose le système complexe de la République islamique.

L'Iran dispose d'un Parlement. Son président est élu au suffrage universel. Les résultats du dernier scrutin, le 14 juin dernier, ont respecté la volonté des électeurs de porter au pouvoir le candidat modéré Hassan Rohani, ce qui n'avait pas été le cas en juin 2009, lors de la grande révolte du

«mouvement vert», réprimée dans le sang après sa contestation de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad.

L'Iran semble s'ouvrir mais son système demeure hybride. La démocratie parlementaire est chapeautée par une dictature religieuse, celle du tout-puissant guide suprême, Ali Khamenei. Le guide-tyran peut désavouer le Parlement et le président à tout moment. Son Conseil des gardiens de la Constitution avale ou invalide les candidats aux élections.

Cependant, l'Iran, ancienne nation de culture et de tradition sophistiquée, dispose de nombreux atouts dans sa marche vers la démocratie : une jeunesse éduquée majoritaire, une lassitude très nette vis-à-vis de la politisation de la religion, une empathie de la population avec l'Occident, une conscience et une nostalgie aiguës de son histoire, marquée par la révolution constitutionnelle de 1906 qui a mis fin à la monarchie absolue. Même la révolution islamique de 1979 n'a pu faire table rase de ce passé dans lequel elle a dû s'insérer et au nom duquel elle sera un jour balayée.

L'Arabie, de tradition bédouine, n'a suscité jusqu'à ces dernières années qu'une opposition encore plus conservatrice que la monarchie. Ce sont essentiellement des émules de Ben Laden qui appellent au renversement de la dynastie. Le roi pourrait s'appuyer sur quelques éléments modernistes pour les contrer : or, en 2013, il a obstinément embastillé tous les militants des droits humains. *«C'est une année noire en Arabie»*, résume Amnesty International. Raif Badawi, 30 ans, a été condamné à sept ans de prison et 600 coups de fouet pour «insulte à l'islam». La phrase incriminée était la suivante : «Juifs, musulmans, chrétiens et athées sont tous égaux.» Fondateur du site Réseau saoudien libéral, Badawi publiait des témoignages sur le rôle de la politique et de la religion dans la vie de ses compatriotes. Auparavant, le journaliste et poète Hamza Kashgari, 23 ans, a été condamné à la peine capitale pour un tweet adressé à Mahomet. Il a été libéré in extremis le 29 octobre. Pourtant, devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, l'Arabie a été rappelée à l'ordre par Amnesty et Human Rights Watch, dont le directeur pour le Moyen-Orient, Joe Stork, a déclaré : *«Le royaume se signale par le niveau extraordinairement élevé de sa répression.»* Philip Luther, directeur d'Amnesty pour la même zone, accuse : *«L'Arabie utilise son influence économique et son statut de premier producteur mondial de pétrole pour échapper à toutes les critiques internationales.»* Quant à l'Iran, la *«situation des droits humains reste inchangée»*, souligne le dernier rapport de l'ONU que Téhéran déclare *«inspiré par des groupes terroristes»*...

Qui est le pire ennemi des femmes ?

Vaut-il mieux se promener à Téhéran, un mini foulard perché en haut du chignon et le manteau mi-long ajusté sur le jean, dans l'indifférence sympathique d'une (belle) jeunesse très libérée malgré le régime, ou à Riyad en voile noir, entourée des regards réprobateurs ou haineux du mâle saoudien ultrafrustré ? La réponse est claire, nous avons testé les deux et c'est à Téhéran, bien sûr, que la rue est la plus supportable, versant féminin.

Mais l'arsenal juridique, hélas, est aussi horrible des deux côtés. Charia + charia = charia. Lapidation et flagellation, châtiments corporels et exécutions publiques figurent au programme des réjouissances macabres sunnites comme chiïtes. Le cheveu dépassant du voile relève, en théorie, de l'intervention immédiate de deux milices jumelles «pour la protection de la vertu et la répression du vice». Les deux, en Arabie et en Iran, sont chargées de coffrer la fautive jusqu'à ce qu'un préposé comptabilise le nombre de coups de fouets qui sanctionnent son impudeur. Mais, en Iran, la brigade y va de plus en plus doucement depuis l'élection de Hassan Rohani, et la propre petite-fille de Khomeyni demande même sa suppression. En Arabie, en revanche, les pères la pudeur ne font pas de quartier. En Iran, la passionaria des droits de la femme et de l'enfant, l'avocate Nasrin Sotoudeh, a été libérée de prison. En Arabie, tous les activistes sont au cachot.

Bref, si le non-droit des femmes est le même - statut d'éternelle mineure et de coupable potentielle -

, les possibilités d'en sortir politiquement sont favorables dans une république iranienne en mouvement mais bloquées dans une monarchie saoudienne figée.

Qui influence qui ?

L'étoile des Saoud décline sur la scène internationale. Depuis que les Etats-Unis ont renoncé à une intervention militaire contre la Syrie, les relations entre Washington et Riyad se sont dégradées. En refusant le siège proposé au Conseil de sécurité de l'ONU, l'Arabie saoudite a envoyé, le 21 octobre, un avertissement au traditionnel allié américain, dont elle estime qu'il l'a lâchée. *«Notre refus n'est pas destiné, bien entendu, aux Nations unies, mais aux Etats-Unis»*, a sèchement commenté le prince Bandar ben Sultan, ancien ambassadeur du royaume à Washington. Et si cette brouille se poursuit ? On assistera alors à une révolution copernicienne sur la scène géopolitique.

Au contraire, l'astre iranien sort des ténèbres. «Je n'ai jamais vu de discussions aussi franches dans un climat aussi détendu...» se félicitait un haut responsable américain à l'issue des négociations de Genève sur le nucléaire qui ont réuni, les 15 et 16 octobre, les pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU et la délégation iranienne conduite par le nouveau chef de la diplomatie, Mohammad Javad Zarif. L'Iran a fait un pas considérable en acceptant le principe des inspections surprises de l'Agence internationale de l'énergie atomique. La contrepartie sera la levée des sanctions économiques, qui affament le pays. Mais Téhéran ne cédera jamais sur l'envoi à l'étranger de ses stocks d'uranium enrichi. Concrètement, les ingénieurs de la République islamique, avec leurs 19 000 centrifugeuses, devraient être proches, en août 2014, de la capacité nucléaire qui implique de pouvoir fabriquer 240 kg d'uranium enrichi à 20 %. Or, Hassan Rohani a décidé la suspension de la production. Un gage considérable donné à Obama. Le président iranien répète que son programme est uniquement civil et qu'un programme militaire serait en contradiction avec l'islam. Le seuil technologique qui devait être atteint dans quelques mois constituait une ligne rouge pour le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou. Mais pas seulement pour lui !

L'Arabie saoudite, hantée par le spectre d'un ennemi chiite nucléaire, est en fureur. Le royaume n'a pas pris la mesure de l'évolution politique de la République islamique. Riyad s'inscrit d'emblée dans une perspective guerrière.

Même si les mollahs ultra commencent à dénoncer les choix de Hassan Rohani, peut-on vraiment en dire de même pour le nouvel Iran ?